

Fin de contrat par lettre simple donné en main proper

Par huberteric, le 10/01/2014 à 17:45

voila je viens de demissionner d'un cdi depuis 12aout au 10 janvier mon enployeur peu scrupuleux me demandé de récuperer les jours ferieés ne me payés pas les heures supplementaire lié au travail effectif (pas de deplacement) aderer a une caisse de congé payé mais sans versement de sa part.il me demande de faire un préavis de 1 mois suivant soit disant convention collective nationale de la promotion construction je ne comprends plus rien il est en faute donc peut etre pas de délai je l'ai avisé directement avec une lettre et ne semble pas vouloir me donner un solde de tout compte en a t il le droit salutation

Par Juriste-social, le 10/01/2014 à 18:08

Bonsoir,

Les faits sont un peu confus, il conviendrait de les clarifier avant toute chose.

Vous avez démissionné le 12 avec effet au 10 c'est ce que vous vouliez nous dire?

Avez-vous démissionnez en reprochant dans votre courrier des manquements à votre employeur au contrat de travail, à la loi,...?

En tout cas, il aurait été plus opportun de démissionner par un courrier RAR afin d'avoir une preuve d'envoi et de réception par l'employeur.

Lorsque vous démissionnez, vous devez effectuer le délai de préavis conventionnel comme vous l'a indiqué votre employeur au risque de commettre une faute ourvant droit à une indemnité à l'employeur s'il agit aux prud'hommes.

Il faudrait préciser votre question au sujet des jours fériés et de la caisse des congés payés. Quel est au juste votre problème sur ces questions ? Que demandez-vous à votre employeur ?

Concernant vos heures supplémentaires non payés par l'employeur, il convient dans un premier temps de les lui réclamer par courrier RAR et, s'il refuse, d'agir aux prud'hommes

pour en obtenir le paiement.

Votre sole de tout compte vous sera remis à la fin du préavis.

Par P.M., le 10/01/2014 à 19:04

Bonjour,

Vous avez exposé votre situation par de nombreux sujets et il n'est évidemment plus question que vous effectuiez un préavis maintenant en ayant démissionné le 12 août... Je vous conseillerais, puisque les différentes réponses qui vous ont été fournies ne suffisent pas de vous rapprocher d'une organisation syndicale voire d'un avocat spécialiste ou même de l'Inspection du Travail...

Par huberteric, le 10/01/2014 à 20:08

j'ai demissionner la aujaurd'hui le 10 janvier j'etais en cdi a partir du 10 aout d'apres mon employeur j'ai un mois de préavis a partir du 10 janvier l'employeur etant en fraude ne paie plus les cotisations a la caisse des conges payes fautes me fait récuperer des jours ferieres suivant convention collective faute

Par huberteric, le 10/01/2014 à 20:10

je pensais qu'on pouvais rompre un cdi verbalement ou par lettre lu en ma présence avec signature ce patron n'a pas voulu signé et me dit qu'il y a un mois de préavis suivant convention qu'il ne respectete pas du tout

Par **P.M.**, le **10/01/2014** à **20:39**

Evidemment, que vous avez normalement le préavis prévu à la Convention Collective à effectuer sauf de prendre acte de le rupture du contrat de travail aux torts de l'employeur ou au moins d'avoir exposé vos griefs dans votre lettre de démission mais si vous n'avez pas pu obtenir une décharge par la signature de l'employeur sur un double, il convient maintenant de l'envoyer par lettre recommandée avec AR car sinon, vous n'avez aucune preuve...

Par huberteric, le 10/01/2014 à 22:19

ce ne sont pas des grief mais bien des preuves qu'ils ne respecte pas le contrat de travail non paiement des heures supplementaire s desjours feries a récuperer. cotisations absentes a la caisse du batiment des conges payes je pensais comme il avait tort que je pouvais partir en notifiant ces erreurs.et que continuer a travailler devenait impossiblible.certains personne ouvrier devenait provocant au bord de l'obsession a pousser la personne au

Par huberteric, le 10/01/2014 à 22:21

jz voudrai savoir le delai de preavi me concernant suite a regspect de la convention collective

Par huberteric, le 10/01/2014 à 22:25

un mois cela parait enorme je ne sais pas quand commence ou fini ce délai merci

Par huberteric, le 10/01/2014 à 22:27

je ne demande rien mais constate qu'il ne respecte pas la convention collective alors pourquoi moi j'aurai un délai supplementaire pour partir de cette entreprise

Par **P.M.**, le **11/01/2014** à **00:23**

Je vous signale qu'un grief est ce que l'on reproche à quelqu'un donc en l'occurrence le nonpaiement d'heures supplémentaires, les jours fériés que l'on vous fait récupérer, le non paiement des cotisations à la caisse de congés payés et c'est bien ce que je vous ai dit que vous pouviez les exposer dans la lettre de démission...

Pour vous indiquiez le préavis, il faudrait déjà que vous précisiez l'intitule de la Convention Collective applicable à défaut de son numéro lequel devrait figurer sur vos feuilles de paie... Il ne s'agirait pas d'un délai supplémentaire mais celui prévu...

Par huberteric, le 11/01/2014 à 00:37

la convention collective nationale de la promotion construction cdi du 13 aout2013 au10 janvier2014 je n'arrive pas a la lire merci salutation

Par huberteric, le 11/01/2014 à 00:39

sur mon contrat de travail il y a rien qui indique pas de délai merci encore

Par P.M., le 11/01/2014 à 00:52

Le préavis normalement à effectuer est prévu à l'<u>art. 15 de la Convention collective nationale</u> de la promotion immobilière, il est donc de un mois vous concernant...

Par huberteric, le 11/01/2014 à 00:55

puis je transgresser ce délai vue non respect de la covention collective du batiment avecles conges payes merci encore

Par P.M., le 11/01/2014 à 00:59

Je vous ai dit dans ce cas il faudrait soit prendre acte de la rupture du contrat de travail aux torts de l'employeur soit démissionner en exposant vos griefs par lettre recommandée avec AR...

Par huberteric, le 11/01/2014 à 01:02

merci j'envoi lettre recommandé demain